

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

L'activité économique s'est contractée en 2012 en raison de l'impact de l'assainissement des finances publiques sur les dépenses de consommation privée et des effets induits sur l'investissement par les incertitudes dans la zone euro. Une lente reprise est attendue en 2013 par suite d'un renforcement de la demande intérieure et d'une amélioration des conditions extérieures. L'alourdissement de la fiscalité indirecte renforce temporairement l'inflation, mais les anticipations d'inflation sont bien ancrées.

L'assainissement des finances publiques devrait se poursuivre à un rythme régulier. En cas de nouvel affaiblissement de l'économie, il faudrait laisser jouer pleinement les stabilisateurs économiques. Les réformes structurelles visant à stimuler la concurrence devraient être approfondies afin de soutenir l'investissement et la création d'emplois.

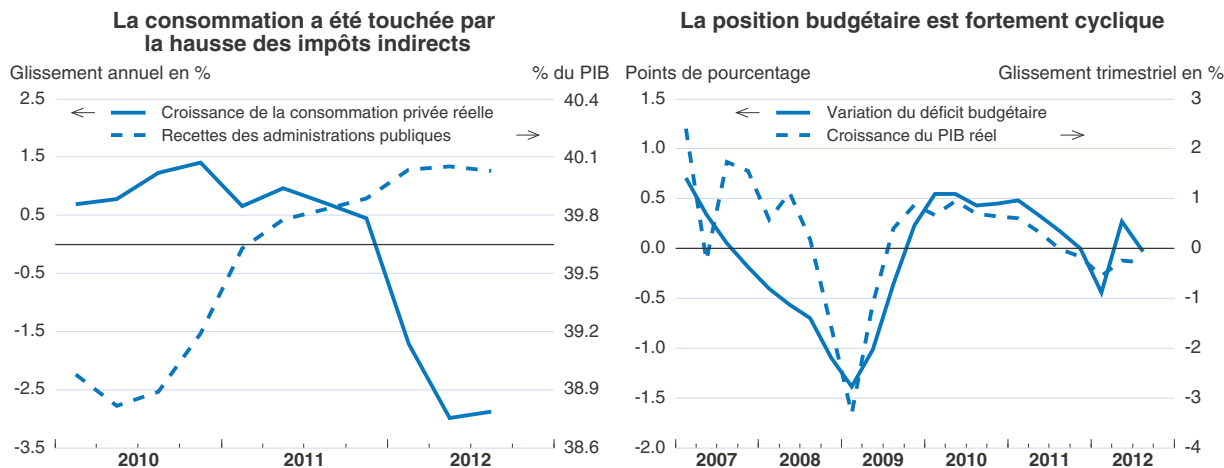
L'activité économique s'est contractée

Le PIB réel s'est contracté, du fait de la diminution de la consommation publique et parce que la consommation privée a été bridée par l'alourdissement de la fiscalité indirecte lié à l'assainissement des finances publiques. L'ampleur des incertitudes dans la zone euro a découragé l'investissement, mais les exportations ont bien résisté. Le salaire réel moyen a baissé depuis l'an dernier et le chômage est en hausse.

L'impact budgétaire de l'assainissement des finances publiques sera compensé par la faiblesse de l'activité

Le déficit des administrations publiques restera stationnaire à 3.3 % du PIB en 2013, car la faiblesse conjoncturelle compensera l'effet des majorations prévues des impôts indirects et des compressions de dépenses publiques qui sont en cours. Le déficit des administrations publiques diminuera sans doute en 2014, grâce à l'amélioration du solde budgétaire structurel et à une accélération de la croissance économique.

République tchèque



Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 92.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932746047>


République tchèque : **Demande, production et prix**

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
	Prix courants milliards de CZK	Pourcentages de variation, en volume (prix de 2005)				
PIB aux prix du marché	3 759.0	2.5	1.9	-0.9	0.8	2.4
Consommation privée	1 901.7	1.0	0.7	-2.6	0.4	1.5
Consommation publique	809.3	0.5	-2.5	-1.4	-1.9	-1.6
Formation brute de capital fixe	926.1	1.0	-0.7	-0.7	1.7	4.6
Demande intérieure finale	3 637.0	0.9	-0.4	-1.9	0.2	1.6
Variation des stocks ¹	- 29.7	1.1	-0.1	-1.5	0.1	0.0
Demande intérieure totale	3 607.4	2.0	-0.5	-3.4	0.4	1.6
Exportations de biens et services	2 216.0	15.5	9.4	4.2	3.3	6.4
Importations de biens et services	2 064.4	15.8	6.7	1.2	2.9	5.7
Exportations nettes ¹	151.6	0.5	2.0	2.2	0.4	0.9
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	-1.4	-0.8	1.0	0.3	0.2
Indice des prix à la consommation	—	1.5	1.9	3.2	2.0	2.1
Déflateur de la consommation privée	—	0.3	0.5	2.7	1.0	1.2
Taux de chômage	—	7.3	6.7	6.9	7.2	7.1
Solde de l'administration publique ²	—	-4.8	-3.2	-3.3	-3.3	-2.7
Dette brute des administrations publiques ²	—	45.1	48.0	51.3	54.5	56.9
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht ²	—	37.8	40.8	44.1	47.3	49.7
Balance des opérations courantes ²	—	-3.7	-2.7	-0.1	-0.5	-1.9

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 92.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932747700>

L'alourdissement de la fiscalité indirecte renforce temporairement l'inflation

Le relèvement de 4 points du taux réduit de TVA en 2012 a fait bondir les prix, et la hausse prévue de ses taux ordinaire et réduit de 1 point en 2013 fera de nouveau monter temporairement le taux d'inflation globale. Les anticipations d'inflation étant bien ancrées, les autorités monétaires ont légitimement réduit le taux des opérations principales de refinancement à 0.05 %.

L'amélioration de la demande d'exportations soutiendra la croissance

Un raffermissement du commerce international et un climat de l'investissement plus favorable devraient stimuler la croissance en 2013 et 2014. Les réformes des marchés du travail et des produits adoptées récemment vont sans doute se traduire progressivement par un renforcement de la création d'emplois au fur et à mesure de l'amélioration du climat des affaires.

Des risques intérieurs et extérieurs entourent ces perspectives

L'incertitude politique qui entoure les hausses d'impôts indirects proposées par le gouvernement compromet la réalisation des objectifs de solde budgétaire de base et pourrait dégrader la confiance. Les autres principaux risques de divergence par rapport aux prévisions résident dans des évolutions positives ou négatives dans la zone euro qui modifieraient le rythme de la croissance des exportations.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2012 Issue 2

Accéder à cette publication :

https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2012-2-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2012), « République tchèque », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2012 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2012-2-15-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.